

LA LETTRE ECO

N°97

18 octobre 2014

A compter du 30 octobre, la « lettre Eco » devient payante.

Une offre de souscription préférentielle vous est proposée, en dernière page, jusqu'au 30 octobre 2014.

En vous remerciant par avance de votre soutien, n'hésitez pas à nous faire part de vos remarques et suggestions par mail : contact@o2p-conseil.com

LE COIN DES EPARGNANTS

Octobre est un mois maudit pour les marchés. 1929, 1987, 2008 et désormais 2014 n'ont pas laissé de bons souvenirs aux épargnants. L'heure des premiers bilans pour l'année en cours, l'affinement des prévisions pour 2015 et une série de tensions ou de craintes internationales ont suffi, cette année, à entraîner les bourses sur le mauvais versant. Même si les mauvaises nouvelles sont nombreuses, la situation n'est en rien comparable à celle de 2008 / 2009. La réaction rapide des banques centrales a permis d'effacer, en partie les pertes enregistrées le jeudi. L'alerte a été vive mais pour le moment le mal est cantonné.

	17 octobre 18 h	10 oct.	3 octobre	1 ^{er} janvier
CAC 40	4 033 pts	4 073 pts	4 281 pts	4 295 pts
Taux de l'OAT	1,2580 %	1,255 %	1,2740 %	2,56 %
Taux du Bund allemand	0,79 %	0,890 %	0,926 %	1,94 %
Cours de l'euro / dollars	1,2771	1,2634	1,2506	1,3765
Cours de l'once d'or en dollars (Londres)	1 234	1 222	1 195	1 227
Cours du baril de pétrole Brent en dollars	85,92	89,50	91,79	107

Le CAC 40 a sauvé les meubles

En une semaine, le CAC 40 n'a reculé que de 0,99 %. Jeudi soir, la perte était alors de plus de 3 points. Le rebond de vendredi, + 2,92 %, a détendu l'atmosphère et a permis au CAC de franchir la barre symbolique des 4 000 points. Sur un mois, la perte atteint, néanmoins, 8,53 %. Depuis son sommet de juin à près de 4 600 points, le repli est de 15 %. Ce recul concerne toutes les places financières dont celle de New York. Si le CAC 40 était encore loin de son niveau de 2007 (6 168 points le 1^{er} juin 2007), les indices des autres grandes places avaient battu, ces derniers mois, leur record. Depuis 2012, l'Eurostoxx avait ainsi gagné 55 %. Une correction était attendue. La multiplication des incertitudes l'a précipitée.

Petite alerte sur les taux français et plus grosse sur les taux des pays périphériques

L'alerte boursière et financière a accru l'écart de taux entre la France et l'Allemagne. Le taux du bund allemand est tombé à moins de 0,8 % quand le taux de l'OAT à 10 ans augmentait légèrement à 1,26 %. Pour les finances publiques, ce petit décrochage est sans conséquence ; la France bénéficie toujours de taux très bas pour financer sa dette.

Le coup de semonce a été plus fort pour les pays européens périphériques. Le taux grec à 10 ans s'est rapproché, le 16 septembre dernier, de 9 %. L'augmentation des taux a également concerné l'Espagne et le Portugal. Pour la Grèce, la volonté du gouvernement d'Antonis Samaras de remettre en cause le calendrier de soutien du FMI a provoqué immédiatement la remontée des taux. En l'état actuel, la Grèce, avec une dette publique de 174 % du PIB, ne peut pas se financer en ayant recours aux marchés.

Le pétrole poursuit sa chute

La multiplication des annonces de ralentissement économique ne peut que pousser le cours du pétrole à la baisse. Le baril de Brent s'est échangé à 85 dollars soit son niveau le plus bas depuis le mois de novembre 2010. L'appréciation du dollar compense, en partie, cette diminution.

SI VOUS ETIEZ AILLEURS CETTE SEMAINE...

Octobre, le mois maudit pour les bourses

Pourquoi les marchés n'aiment pas le mois d'octobre...

Ces accès de faiblesse automnale s'expliquent par la concomitance d'incidents conjoncturels, de failles structurelles dans un contexte propice aux arbitrages financiers. Au début du dernier trimestre de l'année, les investisseurs veulent réaliser leurs plus-values de l'année afin de conforter leurs résultats. Par ailleurs, les données macro-économiques, pour l'année en cours et pour l'année suivante, ont été affinées permettant d'avoir une vision plus précise de la situation économique.

En outre, en octobre, de nombreuses entreprises communiquent leurs résultats annuels pour celles dont l'exercice se termine au 30 septembre et trimestriels pour d'autres. Il y a donc naturellement une plus grande nervosité durant le mois d'octobre. Enfin, désormais, les investisseurs, un peu superstitieux attendent toujours le mois d'octobre avec un peu d'appréhension.

Un contexte économique torturé

En 2014, les investisseurs tablaient sur une augmentation de la croissance de l'économie mondiale et sur une amélioration de la situation des pays avancés. La zone euro est, certes, sortie de la récession en 2013 mais pour entrer dans une phase de stagnation. L'Italie, la France mais aussi les Pays-Bas connaissent une croissance nulle voire négative. L'Espagne, le Portugal et l'Irlande ont renoué avec la croissance mais après plusieurs trimestres de récession.

Jusqu'à maintenant, au sein des pays avancés, trois pays tiraient leur épingle du jeu, le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Etats-Unis. Mais, depuis quelques mois, l'Allemagne est confrontée de plein fouet au ralentissement économique de ses clients, France, Italie mais aussi Chine. Par ailleurs, l'Allemagne est touchée bien plus que prévue par le conflit ukrainien.

Les Etats-Unis qui avaient connu un deuxième trimestre flamboyant marquent le pas. Les ventes de détail ont reculé en septembre. La faiblesse des augmentations salariales et des gains de productivité constituent des freins à l'expansion.

La Chine est confrontée à un ralentissement plus rapide que prévu de sa croissance. Les exportations à destination de l'Europe progressent moins vite qu'auparavant. Les possibilités d'accroissement de la production industrielle de la Chine sont de plus en plus limitées. La décision de développer le secteur tertiaire s'accompagne d'une érosion des gains de productivité et donc de la croissance. Par ailleurs, les tensions financières, compte tenu de l'endettement du secteur financier et des collectivités locales, constituent de sérieuses menaces.

L'Amérique Latine connaît également des difficultés. Le Brésil est en stagnation et doit gérer l'entre deux jeux (Mondial et Jeux Olympiques). Plusieurs pays d'Amérique Latine souffrent également de la chute des cours des matières premières.

Le ralentissement de l'économie mondiale se traduit par une chute rapide des cours des matières premières et de l'énergie d'autant plus que leur progression, depuis 2006, avait favorisé la réalisation de nombreux investissements. Avec le développement du gaz de schiste et du pétrole bitumineux, l'offre de gaz et de pétrole s'est fortement accrue. Les pays producteurs vont devoir se coordonner pour tenter d'éviter une chute du cours du pétrole autour de 80 dollars du baril. Ce qui est vrai pour l'énergie, l'est également pour de nombreuses matières premières comme l'or ou le cuivre.

A ce contexte délicat, il faut ajouter la crise sanitaire provoquée par Ebola qui pourrait pénaliser les secteurs du tourisme et des transports aériens. Cette maladie pourrait freiner les échanges avec l'Afrique qui connaissait une forte croissance

depuis plusieurs années. La crise en Irak et en Syrie tout comme la persistance de celle en Ukraine ne sont pas non plus des facteurs positifs même si pour le moment la première n'a aucune incidence en ce qui concerne les prix du pétrole.

Les marchés financiers sont dans l'attente de l'éventuelle remontée des taux qui pourrait être décidée par les banques centrales américaine et anglaise. Les investisseurs trouvent, de plus, que la BCE met peu d'énergie à mettre en œuvre son plan anti-déflation du mois de septembre.

Avec le fort recul des bourses, jeudi 16 octobre, la BCE et la FED ont vite réagi. La FED a laissé entendre que le quantitative easing qui devait s'achever en octobre pourrait être prolongé au regard de l'évolution des prix et des derniers résultats économiques. La BCE a indiqué, de son côté, qu'elle achèterait rapidement des titres privés afin de favoriser le crédit.

Même si un rebond est intervenu vendredi, la tendance reste baissière. L'absence d'initiative forte de la part du G20 ou du Conseil européen en ce qui concerne la zone euro constitue une source d'inquiétudes pour les investisseurs. Les difficultés internes de la zone euro et les désaccords de plus en plus visibles entre les gouvernements français et allemand ne favorisent pas la restauration de la confiance.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

France, l'inflation est à 0,3 % ; que va devenir le Livret A ?

Au mois de septembre, le taux d'inflation s'est élevé à 0,3 %. Le Gouvernement espère que ce dernier remonte progressivement d'ici la fin 2015 afin d'atteindre 1 %. D'ici le mois de février de l'année prochaine, le débat sur le taux du Livret A ne manquera pas de se reposer. Avec une inflation à 0,3 %, le taux du Livret A pourrait être ramené à 0,75 %.

Etats-Unis, la croissance ne monte pas aux arbres

Après la publication des résultats de la croissance du PIB au deuxième trimestre, avec la poursuite de la baisse du taux de chômage, le temps était à l'euphorie avec comme conséquence une occultation des problèmes qui gangrènent l'économie américaine. Les salaires ne progressent que faiblement et le taux d'emploi reste très bas.

La publication des résultats des ventes de détail pour le mois de septembre a créé une onde de choc. En effet, la baisse a été plus forte que prévue. Il s'agissait du premier recul depuis le mois de janvier. L'indice des ventes des détaillants et restaurants a diminué de 0,3% par rapport à août en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés. Les ventes de véhicules et de pièces détachées ont régressé de 0,8%.

Le troisième trimestre sera dur à digérer pour la zone euro

Sans surprise, malheureusement, le taux de croissance de la zone euro qui sera communiqué par Eurostat au mois de novembre ne devrait pas être bon. La production industrielle a reculé de 2% en août. Elle a baissé, en Allemagne, de 4 %. Les résultats du mois de septembre devraient être meilleurs mais insuffisants pour compenser la chute du mois d'août. Point de satisfaction, les ventes au détail ont augmenté de plus de 1 % en août. Elles devraient rester dynamiques en septembre. L'évolution de la consommation devrait, de ce fait, empêcher une contraction du PIB au troisième trimestre. Dans ces conditions, le PIB de la zone euro a dû croître entre 0 et 0,2 %.

L'Allemagne, les choix difficiles

Le recul du PIB au deuxième trimestre n'est pas un accident de parcours. Les indicateurs et les résultats économiques tournent tous au gris. Le meilleur symbole de cette évolution provient des exportations qui ont chuté de 5,8 % au mois d'août.

Le Gouvernement allemand a été contraint de revoir à la baisse ses prévisions de croissance. Pour 2014, le taux de croissance a été abaissé de 1,8 à 1,2 % et pour 2015 de 1,8 à 1,3 %. Cette correction est intervenue au moment où Wolfgang Schaüble, le Ministre des Finances, présentait le premier budget en équilibre depuis 1969. Face à cette situation, les représentants du FMI et de plusieurs pays demandent à l'Allemagne de soutenir plus fortement l'activité de la zone euro en recourant à l'endettement d'autant plus que les taux d'intérêt allemands sont au plus bas. Mais, Angela Merkel avance prudemment sachant qu'une partie de la population souhaiterait une augmentation des taux. En effet, les Allemands sont des épargnants qui comptent bénéficier de revenus financiers plus élevés pour améliorer notamment leurs futures pensions.

Angela Merkel doit gérer, en outre, sa grande coalition au sein de laquelle des tensions apparaissent. Les membres du SPD réclament l'augmentation de certaines prestations sociales et en premier lieu des pensions de retraite afin de relancer l'économie quand, au sein de son parti, la CDU, certains critiquent l'abandon du nucléaire et la lenteur des réformes économiques. Il n'est pas certains que les uns et les autres soient entendus et cela d'autant plus que la popularité d'Angela Merkel est toujours au zénith. 79 % des Allemands considèrent, en effet, que la Chancelière fait du bon travail. La prudence et l'attentisme risquent de rester les maîtres mots de la politique allemande dans les prochains mois.

LE COIN DES TENDANCES

Quand l'automobiliste est schizophrène

Malgré la crise, malgré l'absence de nouveau modèle phare, le Mondial de l'Automobile a connu une fréquentation en hausse par rapport à 2012. Par ailleurs, autre point positif, au mois de septembre, le marché automobile européen a continué à progresser pour le 13^{ème} mois consécutif. De janvier à septembre, la hausse a atteint 6,1 % avec 9,6 millions de voitures neuves vendues. Ce sont l'Espagne et la

Grande-Bretagne qui ont tiré les ventes à la hausse avec des progressions respectives de 17 et 9 %. Le marché français a augmenté de 2,1%. Renault avec Dacia enregistre une progression de ses ventes sur neuf mois de 15,9 % contre une progression de 4,8 % pour le groupe PSA.

Néanmoins, il y a une tendance de fond moins positive pour l'industrie automobile. En effet, depuis 2008, les Français consacrent moins d'argent à leur voiture. Ils ont réduit le budget consacré à l'automobile en différant les réparations et le renouvellement de leur voiture. En 1991, l'âge moyen des voitures en circulation s'élevait à 6,1 ans. Il est passé à 7,5 ans en 2000 pour atteindre plus de 8,5 ans au 1^{er} janvier 2014. Ce vieillissement est également lié à la meilleure qualité des voitures. Par ailleurs, le nombre de kilomètres parcourus depuis 2000 stagne.

L'augmentation du prix de l'essence et des frais liés à l'utilisation de la voiture a contraint les ménages à changer leur comportement. Avec la montée en puissance des dépenses pré-engagées (logement, téléphonie...) et la progression des impôts, les ménages ont du faire des choix budgétaires. En 2013, les ménages ont consacré 11 % de leur budget à des dépenses liées à l'automobile. Il est à noter que les ménages vivant en zone rurale consacrent 11 points de plus à leur budget automobile que ceux de l'unité urbaine de Paris. A Paris intramuros, moins d'un habitant sur deux dispose d'une voiture. Cette évolution si elle se poursuit obligera les constructeurs automobiles à changer de modèle. Le développement de l'auto-partage, les projets de voitures autonomes sans chauffeur devraient remettre en cause le paradigme actuel avec un recours croissant à la location.

Les entreprises victimes de fraude aux faux présidents se protègent

10 % des escroqueries auxquelles sont confrontées les entreprises sont des fraudes au Président. Des gangs ingénieux arrivent à soustraire des sommes importantes aux entreprises en faisant croire aux responsables financiers qu'un transfert est exigé par le Président. Des grandes entreprises ont été victimes de telles pratiques pouvant aboutir à des vols portant sur plusieurs centaines de milliers d'euros voire plus. Les bandes organisées à l'origine de ces fraudes étudient en détail leurs victimes en utilisant les données disponibles sur Internet et en piratant le cas échéant les serveurs des entreprises visées. Le piratage des cartes et des comptes bancaires devient également de plus en plus sophistiqué et multiple. Le recours à des sociétés spécialisées dans la lutte contre la fraude et en particulier contre la fraude aux moyens de paiements se développe. Du fait de la multiplication des affaires et à la digitalisation des moyens de paiement, cette tendance ne concerne plus exclusivement les sociétés du secteur financier mais l'ensemble de la chaîne commerciale.

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Lundi 20 octobre

En **Italie**, seront publiés les résultats des ventes industrielles du mois d'août. Pour l'Union européenne, seront connus les comptes courants du mois d'août.

Mardi 21 octobre

Il faudra suivre, en **Chine**, plusieurs résultats importants dont le taux de croissance du PIB au troisième trimestre. Les experts estiment que le taux de croissance, en rythme annuel, a dû s'élever à 7,2 % contre 7,5 % au deuxième trimestre. Pour le troisième trimestre, le taux a dû être de 1,8 % contre 2,1 % au deuxième. Le taux d'investissement urbain chinois du troisième trimestre sera également publié et devrait ressortir en baisse passant de 16,5 à 16,3 %. En revanche, le taux de croissance de la production industrielle serait en légère hausse au mois de septembre. Néanmoins, les résultats de ce début de semaine devraient confirmer le ralentissement de l'économie chinoise.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre les ventes de maisons existantes du mois de septembre. En août, de manière traditionnelle, une baisse avait été enregistrée.

Au **Japon**, seront communiqués les résultats de la balance commerciale du mois de septembre. Le Japon enregistre depuis le début de l'année des déficits commerciaux. Le Japon est toujours handicapé par sa dépendance énergétique. Malgré la politique monétaire accommodante et la dépréciation du yen, les exportations ont tendance à reculer. Néanmoins, au mois de septembre, une légère amélioration est attendue.

Mercredi 22 octobre

La réunion de la **Banque Centrale d'Angleterre** sera suivie avec intérêt avec des annonces possibles sur le calendrier de relèvement des taux.

Aux **Etats-Unis**, sera rendu public le taux d'inflation du mois de septembre. Au mois d'août, les prix avaient reculé de 0,2 % et le taux d'inflation annuelle s'élevait à 1,7 %. Aucun changement majeur de tendance n'est attendu pour septembre.

Jeudi 23 octobre

En **France**, il faudra suivre en priorité la publication de l'indicateur de l'INSEE sur le climat des affaires du mois d'octobre. L'INSEE publiera également ses enquêtes mensuelles de conjoncture.

Pour la **zone euro**, l'indice sur la confiance des consommateurs sera diffusé.

Sinon, seront publiés les indices « PMI manufacturier » du **Japon, de la Chine, de la France, de l'Allemagne, de la zone euro et des Etats-Unis**. Les indices « PMI des services » seront également rendus publics.

En **Espagne**, il faudra regarder l'enquête de l'emploi du troisième trimestre sachant que le taux de chômage était en baisse ces derniers mois et qu'il est redescendu en-dessous de 25 %.

Vendredi 24 octobre

En **Chine**, compte tenu du début de crise immobilière qui se fait jour, il faudra suivre l'indice des prix des maisons du mois de septembre. Par ailleurs, toujours en Chine sera connu l'indice des indicateurs avancés du mois d'octobre.

En **France**, à 18 heures, seront publiés les chiffres du chômage du mois de septembre. Après l'accalmie du mois d'août s'expliquant en partie par un grand nombre de radiations, une dégradation est prévisible.

En **Allemagne**, il sera très utile de regarder l'enquête sur la confiance des consommateurs.

En **Grande Bretagne**, sera communiqué le taux de croissance du PIB pour le troisième trimestre. Une hausse de 0,7 à 0,9 % est attendue avec un taux de croissance annuelle autour de 3 %. Une légère décélération de la croissance britannique est envisagée du fait de la situation de la zone euro, de la crise ukrainienne et du ralentissement généralisé de l'économie mondiale. La chute des cours boursiers pourrait avoir un impact sur la City et sur le sentiment de confiance des ménages britanniques.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre les ventes de maisons neuves pour le mois de septembre.

Dimanche 26 octobre

La **Banque Centrale Européenne** communiquera les résultats de sa revue des actifs des grandes banques européennes.

La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata et d'O2P Conseil.

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Olivia Penichou, Shahina Akbaraly, Valérian Denis et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit faire l'objet d'une autorisation.

Pour tout renseignement, contacter Shahina Akbaraly : contact@o2p-conseil.com

Sites Internet : www.lorelo.fr ; www.O2P-conseil.com

Organisme: -----
Service: -----
Adresse:-----

Tél.: ----- Fax: -----
Email de facturation: -----
N° de TVA intracommunautaire: -----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

RIB : 30004 01497 00010186836 27
IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627
BIC : BNPAFRPPNIC

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 01 45 00 37 37
- Par email : contact@o2p-conseil.com
- Adresse : LORELLO ECODATA – 44, rue de Fleurus – 75006 Paris